

*l'Anti*capitaliste

n°208 | 12 septembre 2013 – 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NON à l'intervention



SYRIE

Solidarité avec le peuple contre ASSAD

Dossier

Il y a 40 ans...
Le coup d'État de
Pinochet au Chili
Pages 6 et 7



ÉDITO
Un écran de fumée
à l'école?
Page 2

PREMIER PLAN
Retraites : ce n'est
qu'un début... Page 2

ACTU POLITIQUE
Gouvernement : une
fiscalité de classe
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Hôpitaux : entretien
avec Gérald Kierzek
Page 12



M 04249 - 208 - F: 1,20 €



Par ANTOINE LARRACHE

Un écran de fumée à l'école ?

Depuis ce lundi, Vincent Peillon affiche dans les établissements scolaires sa fameuse Charte de la laïcité, un panneau sous-titré « *la Nation confie à l'école la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République* ». Les enseignantEs sont donc sommés d'afficher la Charte, de la publier dans le règlement intérieur, de la présenter aux parents d'élèves et de s'en inspirer pour les projets d'école ou d'établissement.

Cette mesure peut paraître un écran de fumée en cette rentrée marquée par l'attaque contre les retraites et la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, sans parler de la nouvelle réforme du recrutement des enseignants ou le gel des salaires... Les gouvernements sont passés maîtres dans l'art de lancer des grands débats divisant les salariéEs au moment de faire passer des réformes particulièrement désastreuses. Peillon va jusqu'à promettre de former les enseignantEs à la morale laïque, alors que le temps de formation continue des enseignants a été cette année divisé par deux... Après le déluge réactionnaire et raciste de la droite puis de Valls, certains trouveront sans doute la morale laïque de Peillon sympathique. Mais les discours de Peillon et de ses conseillers nous éclairent sur un état d'esprit qui, s'il est différent de celui de Valls, est bien une des colonnes vertébrales de la politique du gouvernement. Pour Peillon, à la base de la crise économique, il y a une crise morale et intellectuelle. La morale est pour lui une « *contrainte intérieure* », à la différence de celle de la police, laissée à Valls. Une contrainte intérieure qui se conjugue avec insistance sur la visibilité dans les écoles des drapeaux et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (garante aussi bien de l'égalité que de la propriété privée des riches...). Peillon inscrit ses décisions dans la stratégie du gouvernement de « *redressement de la France* », exigeant dès la maternelle cette « *contrainte intérieure* » pour « *œuvrer à l'intérêt général* ». Il s'agit bien de faire en sorte que les jeunes, à l'école puis au travail, se sacrifient pour les intérêts du patronat et des classes dirigeantes françaises. Nous le refuserons dans la rue.

BIEN DIT

Les salariés vont payer la hausse de la cotisation sociale diminuant le salaire net, et les ménages paieront une somme équivalente correspondant au cadeau au patronat. C'est ce que le gouvernement appelle les efforts « partagés »

NOTE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES, datée du 30 août 2013, commentant l'annonce du gouvernement de compenser, c'est-à-dire d'annuler, la hausse de la cotisations patronale pour financer la réforme des retraites.

À la Une Contre l'intervention impérialiste en Syrie, soutien total au peuple contre Assad!

À l'heure où ces lignes sont écrites, impossible de savoir ce qu'il adviendra des projets, orchestrés par Obama et Hollande, d'une possible intervention aérienne contre le régime syrien. Après une dernière initiative de la Russie, le président américain semble aujourd'hui faire marche arrière sur la perspective d'une intervention armée. Dans tous les cas, le peuple syrien insurgé risque bien d'être une nouvelle fois la principale victime des pratiques impérialistes.

Le 21 août 2013, la dictature syrienne a franchi un nouveau degré d'atrocité en déclenchant un bombardement chimique dans la région de la Ghouta près de Damas. Les prétendus « gendarmes du monde » : gouvernements des USA, France, Grande-Bretagne, ont alors justifié la nécessité de frappes aériennes « limitées » contre le régime de Bachar Al-Assad pour lui interdire de repasser la « ligne rouge » édictée sur l'emploi d'armes chimiques. Mais outre l'opposition des soutiens directs du régime syrien (Russie, Chine, Iran), ils ont provoqué une levée de boucliers sans précédent contre ce type d'intervention militaire : désaveu de Cameron par le Parlement britannique, exigence d'un mandat international dans l'Union européenne, contestation croissante au sein des classes politico-médiatiques et des états-majors étatsuniens et français, sans même parler du pape... Et un rejet massif par les opinions publiques du monde entier. Cela commence à faire beaucoup, même avec peu de manifestantEs.

Contre l'aventurisme militaire
Il n'y a pas de doutes que l'intervention militaire doit être

fermement rejetée. Comment ces héritiers des expérimentateurs d'armes de destruction massive et des massacreurs coloniaux pourraient-ils décider seuls de jouer les redresseurs de tort ? Et face à un régime aux abois, où mène cet aventurisme ? Les membres de l'opposition syrienne eux-mêmes sont souvent plus que circonspects sur l'intervention projetée, comme Burhan Galioun, ex-président du Conseil national syrien : « *Je souhaite mettre en garde les chefs d'État, [...] contre toute pensée de frappe même forte, dont l'objectif serait seulement de se dégager de la responsabilité du sang des Syriens ou de limer les griffes de Assad pour les rendre moins malveillantes. Le résultat de cette frappe démonstrative ne serait que de donner à Assad de nouveaux prétextes pour accroître sa vengeance contre le peuple syrien et se considérer les mains libres pour utiliser tous les autres moyens pour faire payer à son peuple le prix de cette frappe et l'exterminer.* »

Les opposants sont d'autant plus méfiants que cette menace d'intervention les exproprie de nouveau de leur lutte. Ils récusent également les manœuvres pour une solution négociée « à la yéménite », c'est-à-dire



un lifting du régime par un retrait partiel avec impunité de Bachar Al-Assad. Car la leçon que tirent du désastre irakien les stratèges du gouvernement américain, c'est que si la tête d'un régime contesté doit être changée, il faut maintenir un État fort en toute circonstance. Les gouvernements occidentaux ont donc multiplié les tentatives de contrôle — et les divisions — de l'opposition syrienne en exil, tout en refusant de fournir les armes que demandaient les révolutionnaires.

Pour les droits du peuple syrien

Il y a plusieurs manières de refuser l'intervention impérialiste occidentale. Il y a la manière des suppôts de la dictature d'Assad, qui manifestent avec l'extrême droite au nom de la lutte contre les « *diktats des synagogues* » et les « *terroristes islamiques* » (sunnites), rendant ceux-ci responsables du bombardement chimique de la Ghouta. Et une partie de la droite anti-intervention se rapproche de cette logique. Il y a la manière du « réalisme géostratégique » qui trop

souvent renvoie dos à dos le régime et les insurgés, et tend vainement à créditer la Russie de Poutine de la recherche d'un accord négocié et d'un dépôt des armes, alors que dans la réalité ses manœuvres tout aussi impérialistes aboutissent à couvrir le clan Assad.

Pour nous, l'anti-impérialisme du mouvement ouvrier ne peut être compris que s'il est mené au nom de la défense des droits du peuple opprimé syrien. Celui-ci exige massivement la chute du dictateur et de son clan, et en a déjà payé un prix épouvantable. Malgré toutes les difficultés, il continue de résister et de contrôler tant bien que mal une partie significative du pays. Notre devoir est de lui apporter le maximum de solidarité — morale, humanitaire, matérielle — et de soutenir sa demande d'armes en vue d'une victoire sur ses objectifs initiaux maintenus : démocratie, justice sociale et dignité nationale. C'est l'intérêt même de l'ensemble du processus révolutionnaire de la région arabe.

Jacques Babel

RETRAITES

Ce n'est qu'un début...

Initiée par la CGT, FO, FSU et Solidaires, la journée de mobilisation de ce mardi 10 septembre était la première étape de la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites mis en discussion au Parlement. Une point de départ pour construire le mouvement.

Plus importants que ne le prédisaient les médias et que ne l'espérait le gouvernement, insuffisants pour faire d'ores et déjà reculer le pouvoir, les 183 cortèges ont regroupé autour de 300 000 manifestantEs sur l'ensemble du pays.

Trois pas en arrière

Le projet de loi rendu public la semaine dernière précise ce que veut le gouvernement. Après l'opération d'intox du

rapport Moreau et ses propositions cauchemardesques, l'allongement de la durée de cotisation pour prétendre à une pension pleine et entière est présenté comme une chose aussi naturelle et incontournable que l'allongement de l'espérance de vie. La hausse des cotisations retraites frapperait indifféremment salariéEs et patrons... sauf que ces derniers récupéreraient largement cette augmentation par un allègement

des cotisations sociales familiales. Les retraitéEs ne seraient pas impactéEs par la contre-réforme... sauf toutes celles et ceux qui verront la revalorisation de leurs pensions repoussée de 6 mois : quelques dizaines d'euros en moins pour les retraitéEs, 1,5 milliard de plus pour le gouvernement!

Deux pas sur le côté

Pour tenter de donner un vernis de gauche à sa

contre-réforme, le projet comporte quelques mesurette. Mais le diable est caché dans les détails. Pour les salariéEs ayant été soumis à des métiers pénibles, la bonification est scandaleusement réduite : à partir de 25 années d'exposition, il serait possible de bénéficier de 8 trimestres d'anticipation... soit un départ à 60 ans. Pour les femmes, même cumulées, les différentes mesures (dont celles concernant la majoration pour enfants reportée à 2020) ne compenseront pas l'allongement de durée de cotisation imposée à toutes et tous. De même pour les jeunes pour lesquels les années d'apprentissage seraient validées à partir de

2015. Les polypensionnéEs devront attendre 2016 (les salariéEs du public attendront encore...) pour bénéficier de l'uniformisation du calcul de leurs pensions.

Mais l'essentiel est incontournable : cette réforme va contribuer une fois de plus à baisser le niveau des pensions : pour un salarié ayant validé en 2035 entre 38 et 42 annuités à 62 ans (ce qui relèvera déjà de l'exploit), la réforme réduira de 7 à 8% le montant de la pension si celle-ci est liquidée à 62 ans. Et bien plus pour les femmes. Il ne restera plus, pour celles et ceux qui le pourront, qu'à se tourner vers les assurances privées.

Un monde à changer

PAUVRETÉ. La pauvreté en France continue de progresser. Le dernier baromètre du Secours populaire français montre que 41% des Français interrogés en 2013 déclarent avoir connu une telle situation au cours de leur vie. Un chiffre qui augmente : 4 points de plus par rapport à l'an dernier et 11 points par rapport à 2007. L'inquiétude pour l'avenir des enfants atteint un niveau record. Les personnes interrogées sont 86% à être persuadées que leurs enfants ont plus de risques qu'eux-mêmes de connaître des difficultés financières. Les victimes de la pauvreté sont majoritairement des femmes (56%). Leurs salaires sont plus bas et leurs carrières plus fréquemment interrompues et avec des temps partiels. Les difficultés sont accrues pour les femmes qui élèvent seules leurs enfants. 62% des mères seules ont éprouvé, au cours des douze derniers mois, des difficultés financières importantes pour se procurer une alimentation saine et équilibrée. 48% s'imposent des privations, notamment sur les soins médicaux. Les femmes sont également particulièrement inquiètes de leur situation à venir, notamment en ce qui concerne leur niveau de vie à la retraite : il sera pour les unes très bas, pour d'autres incertain et dépendant de leur conjoint.

SYRIE **Les hypocrites à l'Assemblée**

C'est l'introuvable union nationale... Hollande espérait en jouant le zélé va-t-en guerre pour reprendre la main, affirmer son autorité et obliger la droite à le soutenir. Non seulement Obama l'a laissé seul, mais les deux tiers de l'opinion sont opposés à une intervention et le débat parlementaire est loin d'avoir rassemblé.

Difficile de passer du capitaine de pédalo au chef de guerre, et surtout de convaincre de la sincérité de ses intentions, quand, après avoir refusé toute aide à l'opposition syrienne, abandonné les populations victimes de la dictature, Hollande prétend justifier une intervention militaire en prenant argument de la barbarie des armes chimiques. Le 4 septembre, à l'Assemblée nationale, devant les deux tiers des députés, le Premier ministre a parlé du « plus massif et terrifiant usage de l'arme chimique en ce début de siècle » pour donner une légitimité morale à l'intervention. « Face à la barbarie, la

passivité n'est pas une option. [...] Oui, la solution à la crise syrienne sera politique et non militaire. Mais regardons la réalité en face : si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à de tels agissements du régime, il n'y aura pas de solution politique », a-t-il argumenté.

Cacophonie réactionnaire

Ce discours, hypocrite et confus, n'a pas rassemblé comme il prétendait le faire. Il y a bien les zélés du PS, comme Harlem Désir dénonçant « les Munichois » ou Assouline qui déclare que « l'absence de réaction de la communauté internationale serait une lâcheté », ainsi que les Verts qui rentrent dans le rang... tout en osant demander un vote. Ce fut la cacophonie généralisée, les contorsions de la droite répondant à celles du gouvernement. L'UMP pose ses conditions : « La publication du rapport des experts des Nations unies pour savoir comment les armes chimiques ont été utilisées, par qui et dans quelles conditions, et une base juridique solide et claire, c'est-à-dire une résolution des Nations unies. » Tout en s'excusant, Christian Jacob attaque : « François Hollande a convoqué le Parlement avant d'avoir pris quelque décision que ce soit. Qu'il ne s'étonne pas de se voir réclamer un vote. Avec cette convocation à contre-temps, il a pris le risque d'affaiblir la fonction présidentielle ». Et d'exiger

un vote ! Copé qui avait dans un premier temps soutenu Hollande, désapprouve la demande d'un vote et même l'intervention : « il n'y a pas de raison pour la France d'intervenir » dans un conflit entre « un régime syrien qui commet des crimes atroces, avec la complicité du Hezbollah, et une opposition dont la composante radicale n'a pas cessé de croître ». Il s'aligne ainsi sur les positions de Marine Le Pen qui s'oppose à une intervention qui « consisterait à venir apporter une aide évidente à Al-Qaïda, au fondamentalisme islamique, qui est aujourd'hui à l'œuvre en Syrie ». On aurait espéré que, dans cette

cacophonie réactionnaire, une voix claire se fasse entendre, internationaliste, solidaire de la révolte de la population, défendant le droit des peuples. Pour le Front de gauche, André Chassaigne qui a affirmé son opposition résolue à toute intervention, est resté dans une certaine confusion vis-à-vis de la dictature d'Assad, se refusant à ce que Paris soit le « supplétif » de Washington et faisant du vote du Parlement un véritable enjeu... Non à l'intervention, dehors Assad, non aux manœuvres impérialistes d'où qu'elles viennent, au peuple syrien de décider !

Yvan Lemaître



Un pas en avant

C'est dans un contexte social et politique contrasté que doit être appréciée cette journée. Le Parti socialiste et ses alliés tentent de camoufler leur soumission au Medef pour préserver leurs chances de ne pas perdre trop de terrain lors des prochaines élections au printemps. Les partis de droite critiquent modérément des dispositions qui, pour l'essentiel, poursuivent leur politique. Le Medef cache mal sa satisfaction, tant patrons et actionnaires voient leurs exigences prises en compte. Plus grave, au-delà de la discrétion de la CFTE, de l'UNSA et de la CGC, la CFDT se fait en un des meilleurs porte-parole du gouvernement, avec documents et tracts largement diffusés. Les hésitations de salariéEs reposent en partie sur le bilan de la mobilisation de 2010. Pourtant, ce ne sont

pas les motifs de s'opposer au gouvernement qui manquent : augmentation des prix, blocage des salaires, augmentation des impôts, crainte du chômage et du licenciement, suppression de postes dans la fonction publique. Dans le privé, les accords de compétitivité commencent à faire des dégâts : blocage voire réduction des salaires, augmentation du temps de travail, développement de la mobilité forcée, aggravation des conditions de travail. Dans beaucoup d'endroits, cette journée a permis de faire le point entre collègues. Après la trêve estivale, le développement de la bataille pour le retrait du projet sur les retraites, mais aussi contre toutes les attaques patronales et gouvernementales, commence à être discuté. Un premier pas qui en appelle d'autres.

Robert Pelletier

Le chiffre 82,4%

C'est, selon les statistiques du ministère du Travail, la part des CDD dans les recrutements au premier trimestre 2013. Le taux le plus élevé de ces 13 dernières années, et une preuve que la mesure de taxation des CDD prévue dans l'ANI (accord flexibilité) du 11 janvier 2012 n'a pas contrecarré les pratiques patronales...

Agenda

Vendredi 13 - dimanche 15 septembre, fête de l'Humanité, La courneuve.

Stand du NPA Avenue Rosa Parks.

Samedi 14 septembre, manifestation contre l'université d'été du FN, Marseille.

14h, départ du Vieux Port.

Samedi 21 septembre, manifestation en soutien à la maternité, Les Lilas.

11h, départ de la place de la mairie.

Mardi 24 septembre, réunion publique de la Société Louise Michel, Paris.

« Tirer parti de Max Weber » avec Michael Löwy, à 19h au Lieu-dit (6 rue Sorbier, Paris XX^e).



NO COMMENT

C'est un bouleversement, un vrai changement et c'est un progrès (...) Cette réforme est de gauche, de justice

MARISOL TOURAINE, MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ, à propos du projet de loi gouvernemental sur les retraites, dans le journal Nice Matin le lundi 9 septembre

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Anciennement *Tout est à nous!*

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
1969-8178

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse,
d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans)

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard,
Goulven Schaal

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



FN Mobilisation générale pour Marseille

Quand paraîtra ce numéro de l'Anticapitaliste, il restera encore deux jours pour organiser la mobilisation contre l'université d'été du F Haine à Marseille.

Deux jours précieux pour convaincre les hésitants de l'importance de cette mobilisation, vendre les dernières places de car, de train, et organiser des covoiturages, pour participer à la manifestation du 14 septembre. Tout l'été, dans plusieurs villes comme à Paris, des collages ont été organisés, des déambulations de rue animées par des scénettes, des concerts, des réunions publiques... Bref, une activité soutenue, le plus souvent par des jeunes militantEs qui pour certainEs n'ont pas connu d'autre engagement politique auparavant. Les 36 organisations, regroupées dans le collectif Marseille solidaire contre l'extrême droite, organisent chaque jour de cette semaine des réunions thématiques, des présentations de livres antifascistes et des projections de film. Galvanisés par le déferlement réactionnaire des manifestations du printemps et par des sondages, (tous à la hausse), qui leurs promettent des lendemains électoraux qui chantent, «l'université» des fascistes, conçue comme le lancement de la campagne pour les élections municipales, entend rivaliser par une exploitation médiatique tapageuse avec la traditionnelle rentrée sociale que représente chaque année la fête de l'Humanité.

Reconstruire un mouvement antifasciste

S'il faut encore convaincre de l'urgence à se mobiliser massivement contre le F Haine, les dernières lamentables déclarations de François Fillon et du «centriste» Borloo devraient faire réfléchir ceux qui peuvent encore croire à un quelconque «cordon sanitaire» entre partis qui se disent républicains et l'extrême droite. Enfin, nous rappellerons aux indécrottables qui ne voient dans le F Haine qu'un parti de droite classique... qu'il y a 40 ans, les vermines du Front national, ceux d'Ordre nouveau ou du Parti des forces nouvelles, les Devédjian, Longuet, Madelin ou Le Pen, sabraient le champagne à l'annonce du coup d'État militaire de Pinochet au Chili, léchant les bottes ensanglantées des tortionnaires. Leurs amis chiliens étaient ceux des groupes paramilitaires fascistes Patrie et liberté qui, par des sabotages et des assassinats, avaient contribué et préparé de longue date le renversement par l'armée, l'ITT et la CIA, du gouvernement d'Unité populaire. Une mer de sang nous sépare à jamais de ces gens-là et de ceux qui voudraient les absoudre...

Marseille doit marquer un début: celui de la contre-offensive, de la reconstruction d'un mouvement antifasciste à la hauteur du danger. Avec notre porte-parole Christine Poupin, les militantEs du NPA y assumeront leurs responsabilités. *No pasaran!*

Alain Pojolat

Plus d'infos: marseillesolidaire.over-blog.com



Une fiscalité de classe!

Il y un peu plus de deux ans, Hollande, qui n'était que candidat à l'investiture du PS, mettait au cœur de sa campagne la «révolution fiscale» visant à remettre à plat toute la fiscalité française, avec comme objectif de «redistribuer justement et financer efficacement»... Mais ça, c'était avant! Désormais au pouvoir, le président Hollande n'a de cesse de répondre aux desiderata du patronat au plan économique et au plan fiscal.

La promesse électorale visant à réintroduire de la progressivité dans le système fiscal qui, tout au long de ces 30 dernières années, est devenu un système dégressif, inégalitaire, avantageant surtout les plus hauts revenus, est vite tombée aux oubliettes. Pire, au final, la grande réforme fiscale du gouvernement est en fait un amoncellement de renoncements. Le premier fut de céder aux prétendus «pigeons», concernant la taxation des plus-values de cessions mobilières, ce qui mit un sacré coup à la volonté de taxer à égalité les revenus du capital et les salaires. Dans la foulée, le gouvernement a décidé, à l'automne 2012, de maintenir en l'état les «niches fiscales» (les vraies) qui permettent une réelle défiscalisation des plus riches, comme celles d'outre-mer par exemple. Nous avons eu droit également à un pas de deux sur l'incorporation des œuvres d'art dans le patrimoine soumis à l'impôt sur la fortune... pour au final y renoncer! On peut encore citer le cas des résidences secondaires, que le gouvernement envisageait de soumettre à la contribution à l'audiovisuel public... Mais il y a également renoncé, ouvrant la voie à une hausse de contribution de l'ordre de 6 euros. Le gouvernement n'a pas non plus rétabli l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) que Sarkozy a rendu indolore (seuil de déclenchement de l'ISF à partir de 1,3 million d'euros de patrimoine)...

Le temps des cadeaux fiscaux!

La première année du gouvernement Hollande-Ayrault fut marquée par une politique de renoncements. Il engage désormais une politique de pluie de cadeaux fiscaux pour les entreprises. Le plus important est sans aucun doute celui de 20 milliards d'euros sous forme d'un crédit d'impôt. Cadeau fiscal qui sera reconduit pour 2014 toujours «sans



contrepartie» et nouveauté du jour «sans contrôle fiscal»... Si certains hésitaient à tricher, ils peuvent le faire sans aucune crainte! Cerise sur le gâteau, ce petit cadeau de 20 milliards sera à la charge des particuliers via l'augmentation de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2014... poursuivant ainsi, encore une fois, le projet de Sarkozy.

Dans une logique purement libérale, le gouvernement prétendument «socialiste» est en train de répondre favorablement à l'ensemble des revendications du Medef et tend à faire peser sur les salariéEs et les retraitéEs l'intégralité des «efforts» fiscaux. On le voit encore très bien dans l'actuelle contre-réforme des retraites intégralement à la charge des salariéEs et des retraitéEs.

Et toujours moins d'impôts pour les entreprises

Devant le tollé suscité par les augmentations d'impôts, Hollande a annoncé une «pause fiscale». Au vu du projet et des annonces autour du budget 2014, cette pseudo pause fiscale ne concernera, dans les faits, que les entreprises. D'ores et déjà, toujours sous le prétexte de compétitivité et de «relance», est annoncée une baisse de l'impôt sur les sociétés, qui passera à 30% au lieu de 33,3% et ne serait plus basé sur le chiffre d'affaires... Une veille revendication patronale. Dans le même temps, est envisagée la suppression des réductions d'impôt pour les particuliers ayant des enfants scolarisés dans le secondaire et le supérieur... Réductions d'impôt

considérés comme des «niches fiscales»! À cela s'ajoutera la hausse de la TVA de 19,6% à 20%, la future contribution énergie climat, qui taxera l'ensemble des consommations énergétiques à l'exception des énergies renouvelables. Seule (maigre) compensation, la fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu. Une mesure injuste qui, entre 2011 et 2012, avait rendu imposable environ 400 000 foyers fiscaux.

À l'opposé de la «révolution» annoncée, la politique fiscale de Hollande-Ayrault s'inscrit pleinement dans l'orientation d'austérité menée depuis mai 2012. À nous de mettre fin à la «pause sociale», en nous battant pour imposer nos revendications!

Sandra Demarcq

DROITE Sens dessus dessous

L'UMP n'est plus en cessation de paiement, les 11 millions sont rentrés dans les caisses, a annoncé la semaine dernière Copé pour le plus grand bénéfice de... Sarkozy. Celui-ci s'est aussitôt fendu d'une lettre rendant un franc et sincère hommage à... Copé et surtout pour dire son émotion. 11 millions d'euros en deux mois plus, paraît-il, 45 000 nouveaux adhérents: la vie serait-elle belle à l'UMP?

«Je vois dans votre engagement la marque de l'inquiétude face à la situation que connaît la France et votre détermination à voir l'opposition jouer pleinement son rôle», écrit Sarkozy soucieux de s'imposer pour mettre l'UMP et Copé à sa botte. Juste au moment où ce dernier croyait triompher, il se trouve à nouveau coiffé par Sarkozy qui vient de faire la démonstration que l'UMP divisée n'existait pas sans lui. Copé a bien essayé d'allumer des contre-feux en proposant un «débat» sur l'inventaire des années Sarkozy, inventaire ou «analyse critique» qui n'est pas pour demain. Les amis de l'ancien président réunis à Arcachon l'ont écarté. Le maître de cérémonie Hortefeux n'a cessé

de le répéter: «Si inventaire il doit y avoir, ce n'est pas l'inventaire de la droite que nous devons faire [...] c'est bien l'inventaire de la gauche» et de s'émouvoir lui aussi, «Sarkozy manque aujourd'hui à la France et dans le monde»... Pourtant ami de Fillon, Estrosi en rajoute: «Nous sommes tous ici pour promouvoir le bilan de Nicolas Sarkozy, défendre son action comme sa personne et poursuivre la réflexion autour des valeurs qu'il a portées. C'est pour cela que je refuse que ma famille retombe dans les délices mortifères de l'affrontement des personnes.»

Les girouettes

De son côté, Fillon s'acharne à essayer d'exister et à ne pas s'isoler. Girouette sensible à l'air du temps et surtout

aux rapports de force, il vient de faire un geste en direction du FN: «Aux municipales, je conseille de voter pour le moins sectaire» en cas de second tour entre un candidat Front national et un candidat du Parti socialiste, a-t-il déclaré sur Europe 1. Et à la question de savoir si un socialiste pouvait être «plus sectaire qu'un Front national», il répond: «cela peut arriver, je ne dis pas que c'est toujours le cas, mais ça peut arriver»... Dans le langage franc et direct de cet hypocrite, une façon de dire qu'il est prêt à voter FN, lui qui prétendait en mars 2011 «Aucune voix ne doit se porter sur l'extrême droite» ou, en 2012, «Jamais je ne voterai pour le FN et jamais je n'appellerai à voter pour ce parti», et qui prétendait sur cette question

avoir «une différence d'approche irréconciliable avec Sarkozy». Rivalités de pouvoir et démagogie alimentent les volte-face des girouettes. Il en est de même dans le débat sur l'intervention en Syrie où toutes les positions ont pu s'exprimer d'une façon ou d'une autre et changer au gré de la situation... Entre ceux qui attendent l'ONU, ceux qui ont été pour puis contre ou attentiste, ceux qui pensent que ce n'est pas l'affaire de la France ou qui pensent que sa crédibilité est en jeu, ceux qui veulent un vote et ceux qui n'en veulent ou qui le veulent si... Une belle cacophonie où les opportunistes se concurrencent en attendant un chef. Et pendant ce temps, Marine Le Pen engrange... **Yvan Lemaître**

GRÈCE

Défaite du pouvoir et des nazis

Le procès qui a eu lieu les 4 et 5 septembre à Athènes relève de l'odieux: « Est-il possible que des nazis, qui se félicitent d'Auschwitz, puissent déposer une plainte contre les antifascistes et que l'affaire puisse arriver jusqu'au tribunal? » (parole d'un témoin de la défense)...

Qui sont les deux accusés ciblés par ce procès? Il s'agit de Konstantinos Moutzouris et de Savvas Michail. Au premier, ancien président de l'université polytechnique d'Athènes et ancien candidat de droite à la députation, on reproche de ne pas avoir fait interdire les émissions d'Indymedia depuis la fac... Le second, dirigeant du petit groupe trotskyste EEK, philosophe antifasciste connu, est mis en accusation pour un tract qui se conclut par « le peuple n'oublie pas, les

fascistes, il les pend », mot d'ordre de masse de toute la gauche dans la période qui avait suivi la dictature.

Utiles au pouvoir

Plus que le procès, la vraie question est de comprendre pourquoi l'Europe libérale et son rouage grec accorde ses faveurs à un groupe ouvertement nazi, raciste, antisémite, qui non seulement serait certainement interdit depuis longtemps en France mais dont bien des membres devraient être en prison. La réponse coule de source: si le

ministre grec de « l'Ordre public » parle bien de Chryssi Avgi (Aube dorée) comme d'un groupuscule extrémiste aux idées totalitaires, il laisse dans le même temps ces petites frappes agir et tenter de tuer en toute impunité (sans parler des scènes où l'on voit flics et nazillons côte à côte contre les antifascistes)... Dans la Grèce du memorandum, l'existence de cette bande paraétatique est considérée comme utile, voire indispensable, à une partie de la bourgeoisie européenne. Ainsi, les provocations meurtrières des nazis contre les immigrés aident le gouvernement à intensifier sa politique raciste, invoquant « l'exaspération de groupes de citoyens ». Conséquence: de véritables camps de concentration existent désormais en Grèce, enfermant dans des conditions terribles des centaines d'immigrés. Voilà donc ce qui explique que la justice grecque ait accepté les plaintes déposées en 2009 par des membres de ce groupe nazi, dont un député marchand d'armes et d'insignes nazis, et une inculpée de violences à coups de couteau (dont le procès a curieusement été repoussé huit fois)!

Ils reculent sous la mobilisation

Les deux accusés ont finalement été innocentés à 100%, le pouvoir risquant trop gros des conséquences d'une condamnation. Mais

ce résultat doit surtout être apprécié dans le cadre d'une mobilisation antinazie qui s'intensifie. Ce procès a donné lieu à une campagne de solidarité en Grèce et à l'étranger. Le NPA a par exemple apporté son soutien aux deux accusés par un communiqué. De plus, la mobilisation au tribunal était imposante, et pas l'ombre d'un de ces nazillons n'y a été vue.

Il s'agit donc d'une grosse défaite des nazis, une défaite venant après une première humiliation fin juillet. Sous la pression de la mobilisation antifasciste, le gouvernement avait dû interdire au dernier moment leur rassemblement international à Kalamata (dans le sud du pays). Et le lendemain, plus de 3000 antinazis de tout âge avaient encerclé le siège local de Aube dorée, d'où n'osaient plus sortir la dizaine de nazillons enfermés. Et ces derniers temps, des interventions de la population ont mis en fuite ces criminels, lors d'attaques contre des immigrés ou contre des militants de gauche. Les nazis sont une menace d'autant plus forte qu'ils sont un élément du pouvoir pour faire passer la politique de la troïka. Mais à partir du moment où une mobilisation unitaire et résolue s'engage, le rapport de forces sur le terrain peut être largement en faveur du mouvement social!

D'Athènes, A. Sartzekis



ARGENTINE La gauche révolutionnaire progresse

En pleine période d'épuisement du modèle de croissance-développement argentin, et de crise politique du gouvernement Kirchner, le 11 août ont eu lieu les PASO (élections primaires obligatoires). Avec un excellent résultat pour la gauche révolutionnaire.

Les PASO sont une nouveauté créée il y a deux ans par le gouvernement pour résoudre les conflits au sein des partis politiques, mais qui impose également un seuil de 1,5% des voix pour pouvoir se présenter aux élections qui auront lieu en octobre... Une partie des députés nationaux, provinciaux et municipaux seront renouvelés, alors que les élections présidentielles sont prévues en 2015. Bien qu'il ne s'agisse pour le moment que de primaires, celles-ci indiquent clairement l'émergence

de la gauche révolutionnaire sur la scène nationale, surtout parce que le FIT, Front de gauche et des travailleurs composé de trois organisations historiques du trotskisme argentin – le Parti ouvrier, le Parti des travailleurs pour le socialisme et la Gauche socialiste – a obtenu plus de 900 000 voix, soit 4% au niveau national. Si on ajoute à ceci les 100 000 voix obtenues par le MAS (Mouvement vers le socialisme, une autre organisation trotskiste), on se trouve face à la perspective d'un résultat historique et à un doublement des voix par rapport au résultat,

déjà très bon, obtenu en 2011. Dans certaines provinces comme Salta, Jujuy, Santa Cruz et Mendoza, le FIT et ses organisations ont même obtenu entre 7% et 11%!

Vers une alternative politique

Ce résultat historique est le signe que la gauche révolutionnaire peut capitaliser une partie du phénomène d'épuisement du kirchnérisme, visage politique de la domination bourgeoise depuis la crise de 2001. Ce dernier se présente comme un gouvernement nationaliste, mais en réalité, il est à la remorque des intérêts du capital et de la domination impérialiste: paiement de la dette, concession du pétrole à des multinationales comme Chevron, répression de travailleurs... La gauche révolutionnaire, qui a réussi à bien se situer dans les mobilisations ouvrières et populaires, montre qu'elle est aussi capable de progresser sur le plan électoral et de se présenter comme une alternative politique. Cela avec un programme clairement anticapitaliste qui proclame que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise, invoquant la nécessité de l'intervention directe du mouvement ouvrier, de la jeunesse et des quartiers populaires, contre la politique du gouvernement et des patrons. La plateforme du FIT comprend 26 points (expropriation des grands groupes capitalistes, contre l'impérialisme, contre la précarité, pour les salaires et les retraites, etc.) qui le distinguent politiquement du kirchnérisme par des délimitations claires, avançant la nécessité de l'indépendance de classe et la lutte pour un gouvernement des travailleurs et des classes populaires. Contre les pronostics des différentes variantes chavistes, kirchnéristes et mouvementistes,

qui ont accusé le FIT d'être sectaire parce qu'il niait le caractère prétendument progressiste du kirchnérisme et « se limitait » à la gauche révolutionnaire et ouvrière, ces résultats montrent la justesse de cette alternative qui représente un pas en avant dans la lutte révolutionnaire en Argentine.

Un essai à transformer

Même si ces résultats doivent encore se confirmer en octobre, il est tout à fait possible que le FIT obtienne un ou deux députés nationaux, en plus de plusieurs élus provinciaux et municipaux, ce qui serait un point d'appui important pour les luttes ouvrières qui commencent à se développer fortement en Argentine: contre l'accord pétrolier YPF-Chevron, dans les usines pour les salaires et de meilleures conditions de travail, ou encore face à l'effondrement de l'éducation publique, de la santé et du logement. De même, les résultats électoraux semblent annoncer de bonnes perspectives de construction dans la classe ouvrière et la jeunesse, comme le démontrent les scores électoraux élevés pour le FIT dans des grandes concentrations industrielles et quartiers populaires, et les bons résultats obtenus par les listes présentées par ses organisations lors des élections universitaires, arrivées en tête dans des nombreuses facs de Buenos Aires. Face à la crise du kirchnérisme et aux nouvelles explosions sociales qui s'annoncent, l'émergence du FIT comme alternative ouvrière et populaire opposée aux différentes variantes bourgeoises et impérialistes, est une excellente nouvelle qui devra se transposer sur le terrain de la lutte des classes.

Daniela Cobet et Marcelo N.



Le monde en bref

ÉGYPTE

Répression contre les Socialistes révolutionnaires

Il y avait eu la répression organisée par les Frères musulmans contre les révolutionnaires égyptiens. C'est maintenant l'armée au pouvoir qui se charge de cette sale besogne. Le 5 septembre, Haitham Mohamadain a été arrêté à un poste de contrôle militaire à Suez alors qu'il prenait un bus en provenance du Caire.

Avocat très connu, il est membre du Centre El-Nadim, une ONG égyptienne qui assure bénévolement l'aide médicale et juridique aux victimes des violations des droits de l'homme, défendant notamment les travailleurs en lutte. C'est aussi un des dirigeants des Socialistes révolutionnaires, une organisation d'extrême gauche opposée aux Frères musulmans et à l'armée. Incarcéré, il a été l'objet d'une dizaine de chefs d'accusation, entre autres celui d'appartenir « à une organisation clandestine visant au changement de gouvernement par des méthodes terroristes »...

Cette arrestation a suscité samedi dernier de nombreuses manifestations, notamment au Caire devant le bureau du procureur général et à Alexandrie en face de la Cour de Justice. Haitham Mohamedain a été finalement libéré mais sans retrait des inculpations. C'est un premier succès des mobilisations contre ceux qui veulent écraser le mouvement social. En revanche, d'autres restent en prison comme un journaliste, Ahmed Abou Deraa, accusé d'avoir filmé des actions de l'armée dans le Sinaï.

À travers cette vague de répression, on voit que les militaires ne visent pas seulement les Frères musulmans mais s'attaquent aussi au front révolutionnaire, notamment à celles et ceux qui unissent les revendications démocratiques et les luttes sociales. Malgré tous ces obstacles, la révolution engagée en janvier 2011 continue.

Il
y a
40
ANS

Le coup
d'État de
Pinochet
au Chili...

Réforme ou révolution, les enseignements de l'expérience chilienne

Les travailleurs, les classes populaires peuvent-ils prendre le pouvoir légalement, électoralement, sans violence, sans s'affronter à l'appareil d'État pour conquérir la démocratie ? C'est par la négative que la classe ouvrière chilienne en a fait la terrible expérience...

À l'heure de la commémoration du quarantième anniversaire du coup d'État de Pinochet, la solidarité, l'hommage rendu aux victimes de la dictature redonnent à ce processus toute son actualité, alors que le Parti socialiste essaye de rehausser sa triste image en tentant de s'approprier la mémoire d'Allende. Ce dernier se voulait le champion de la «voie pacifique vers le socialisme», une politique qui, concrètement, a abouti à une défaite, sans combat, d'une classe ouvrière forte et organisée, prélude à une des pires dictatures, puis au pillage du pays par la bourgeoisie nationale et impérialiste.

La «voie pacifique vers le socialisme» ?

Pour la gauche parlementaire chilienne, la «voie pacifique vers le socialisme» aurait été possible grâce notamment à l'existence de forces armées «loyales» et «constitutionnalistes». Mais ce rapport particulier de l'armée chilienne à l'État était issu d'un rapport de forces historique, dû à la fois à la richesse de la bourgeoisie minière, et à la force de la classe ouvrière. Néanmoins, l'armée joua toujours son rôle au service du maintien de l'ordre dominant, et, on le verra, de façon dramatique en 1973. Salvador Allende, parlementaire socialiste,

ex-ministre et président du Sénat, a été élu par une profonde vague populaire, mais aussi grâce au soutien de partis démocratiques bourgeois, la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti radical (PR). En contrepartie, Allende doit signer un texte dit de «garanties constitutionnelles», élaboré avec la DC, exigeant le respect de la propriété privée, aucun pouvoir aux organisations de lutte et, pour la première fois, «l'autonomie des forces armées», à savoir l'acceptation de leur rôle politique.

Après cette victoire électorale relative (avec seulement 36% des voix), la mobilisation a continué, en soutien au programme d'Allende de nationalisations et de réforme agraire, déjà commencée sous le gouvernement DC de Frei. Or, pour réaliser de telles nationalisations, pour redistribuer de l'argent en faveur des plus démunis, tout en faisant face au blocus des États-Unis et au marché noir, il fallait s'appuyer sur la mobilisation croissante des classes populaires. Les partis de la coalition d'Allende, l'Unité populaire (PS, PC, radicaux de gauche, avec le soutien critique de l'extrême gauche), avaient une forte présence au sein du mouvement ouvrier et syndical. Mais si le gouvernement a permis une certaine gestion ouvrière et participation paysanne, c'est aussi pour accroître la production tout en conservant la bureaucratie d'État.

Vers un affrontement inéluctable

En octobre 72, alors que l'armée menaçait de se soulever, la grève de patrons camionneurs et des professions libérales, attisée par la bourgeoisie et financée par les États-Unis, marque un pas de plus vers l'affrontement. Le monde du travail a riposté, en s'emparant ensemble — travailleurs, paysans et sans logis — de terres, d'usines, pour les contrôler, contrecarrer la grève par l'auto-organisation populaire, les cordons industriels et les commandos communaux. Certains revendiquaient même l'armement des travailleurs, contre le gouvernement qui craignait «d'effrayer la petite bourgeoisie» et de rompre ses négociations avec la DC... Avec un PC zélé au gouvernement, Allende interdit de «faire du prosélytisme» dans l'armée, d'appeler les soldats et sous-officiers à rejoindre les travailleurs. En juillet 72, les parlementaires permettent une loi de perquisition d'armes qui fournit à l'armée le prétexte pour commencer à réprimer des militants de gauche, alors que l'extrême droite paradait armée dans les rues... En juin 73, des militaires tentent un putsch, mais sont finalement libérés. En août, 150 marins qui dénonçaient leur hiérarchie putschiste furent condamnés (et certains torturés) par des officiers. Allende finit pourtant par intégrer des

Repères chronologiques

1970 Janvier : Allende désigné officiellement candidat de l'Unité populaire.

Septembre : Élection d'Allende avec 36,6% des voix. Nixon accélère les mesures pour organiser la chute du nouveau président.

Novembre : Rétablissement des relations avec Cuba et les pays de l'Est.

Décembre : Début de la nationalisation du système bancaire et industriel.

1971 Avril : Élections municipales : 49,75% des suffrages pour l'UP.

Juillet : Nationalisation des mines de cuivre.

Décembre : Marche des «casserolés vides» contre la pénurie organisée par les femmes de la bourgeoisie.

1972 Mars : Révélation du *Washington Post* sur l'action de la CIA et de la multinationale ITT au Chili.

Juillet : L'«Assemblée populaire» de Concepción appelle à une rupture avec les institutions bourgeoises.

Octobre : Création de la CODE, coalition des partis d'opposition appuyée par le patronat. Grande grève des camionneurs. Multiplication des formes de pouvoir populaire.

Novembre : Constitution d'un nouveau gouvernement, composé de chefs militaires et de dirigeants de la CUT.

1973 Janvier : Luttés des Cordons industriels contre le plan gouvernemental de restitution d'une partie des entreprises nationalisées ou occupées.

Mars : Élections législatives : 44% pour l'UP; l'opposition n'atteint pas les 2/3 des voix nécessaires pour destituer légalement Allende.

Juin : Tentative de coup d'État du Général Souper (le *tancazo*).

11 septembre 1973
Coup d'État, suicide d'Allende dans le Palais présidentiel, formation d'une Junta militaire avec Pinochet.

hauts gradés dans son gouvernement, d'abord aux côtés de dirigeants du syndicat CUT, puis les quatre commandants en chef, dont Pinochet,

11 SEPTEMBRE 1973
RÉTABLIT L'É



“ Les forces populaires unifiées se donnent pour objectif central de leur politique le remplacement de la structure économique actuelle en mettant fin au pouvoir du capital monopolistique national et étranger et du latifundio pour commencer la construction du socialisme. Dans la nouvelle économie, la planification jouera un rôle très important. Ces organes centraux seront situés au niveau administratif le plus élevé; et ses décisions qui seront démocratiquement élaborées auront un caractère exécutif. [...] Le processus de transformation de notre économie commence avec une politique visant à la constitution d'un secteur étatique dominant, formé par les entreprises actuellement aux mains de l'État auxquelles s'ajoutent des entreprises expropriées. La première mesure prise sera la nationalisation des ressources de base qui sont aux mains du capital étranger et des monopoles. Extrait du programme de l'Unité populaire

À son Excellence le Président de la République
Santiago, 5 septembre 1973

Camarade Salvador Allende,

La classe ouvrière organisée au sein de la Coordination provinciale des cordons industriels, du Commando provincial de ravitaillement direct et du Front unique des travailleurs en lutte a estimé urgent de s'adresser à vous, alarmés que nous sommes par le déroulement d'une série de faits qui, selon nous, ne conduira pas seulement à la liquidation du processus révolutionnaire chilien mais aussi, à court terme, à un régime fasciste des plus implacables et criminels. [...]

Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous n'avez pas confiance dans les masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de mener le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais au massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine. Et ce gouvernement en portera la responsabilité historique, ce gouvernement porté et maintenu au pouvoir par les sacrifices des travailleurs, des pobladores, des paysans, des étudiants, des intellectuels. Il portera la responsabilité de la destruction et de la décapitation, qui sait dans combien de temps et avec combien de sang versé, non seulement du processus révolutionnaire chilien, mais aussi celui de tous les peuples latino-américains qui luttent pour le socialisme.

Nous vous adressons cet appel urgent, camarade président, car nous croyons que c'est la dernière occasion d'éviter la perte de milliers de vies des meilleurs éléments de la classe ouvrière chilienne et latino-américaine.

Extraits de la lettre des Cordons Industriels à Salvador Allende.
Publié dans Franck Gaudichaud, *¡Venceremos! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili*, Éditions Syllepse, Paris, 2013, 10 euros.



11 septembre 1973. DR

remplaçant le général loyaliste Prats démissionnaire. Désespérés, les travailleurs en lutte, bien que souvent fidèles à l'UP, refusaient de rendre

**1973 PINOCHET
TAT DE DROIT**

**DROIT
DE VIE
ET DROIT
DE MORT
SUR TOUT
CHILIEN!**

-FRANCOISE-

terres et usines. Lors du coup d'État du 11 septembre 1973, les cordons, isolés, attendirent en vain des armes, alors qu'Allende réaffirma jusqu'à sa mort, sous les bombes, sa confiance dans l'État et la Constitution.

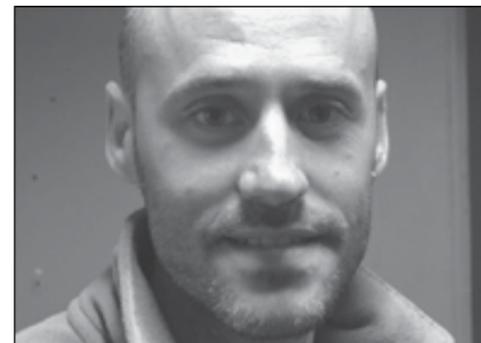
De l'auto-organisation à la prise du pouvoir

Les travailleurs avaient besoin d'une direction politique qui s'en prenne ouvertement à l'armée, aux grands patrons, à l'impérialisme, et pas par la « voie pacifique ». Leur détermination, leur courage, leurs sacrifices ne pouvaient suffire pour vaincre la bourgeoisie et son État et empêcher de les décimer avec une rage proportionnelle à la peur qu'ils lui avaient inspirée.

Nous n'avons rien oublié, les leçons du 11 septembre sont bien vivantes à l'heure où, dans le monde, les classes opprimées commencent à retrouver le chemin de la révolution. Les luttes d'émancipation ne pourront triompher que si elles savent construire collectivement et, pas à pas, la lutte, en totale indépendance des partis bourgeois et de l'État, avec une politique vis-à-vis des classes moyennes, des couches inférieures de l'armée, en renforçant l'auto-organisation populaire, en vue de la prise du pouvoir, de la conquête de la démocratie par les travailleurs.

Mónica Casanova

«À 40 ans du coup d'État, revenir sur l'histoire du pouvoir populaire chilien»



Franck Gaudichaud. DR

Entretien. Franck Gaudichaud est maître de conférences en études latino-américaines à l'université de Grenoble 3. Il vient de publier deux ouvrages¹ sur les mille jours de l'Unité populaire au Chili et l'implication du « pouvoir populaire ».

Peux-tu nous expliquer brièvement de quoi parlent tes deux derniers ouvrages ?

Ces deux publications sont le fruit de plusieurs années de travail de terrain, d'entretiens et de travail d'archives, que j'ai réalisé entre le Chili et la France. C'est l'occasion, à 40 ans du coup d'État, de revenir sur cet événement fondamental de l'histoire du XX^e siècle : « la voie chilienne au socialisme » (1970-1973). Mais c'est surtout essayer de donner une autre vision de l'Unité populaire (UP) à un moment où, très souvent, on en reste au personnage de Salvador Allende, à l'impact criminel de l'intervention impérialiste étasunienne ou à la direction des partis. Là, l'objectif est de faire une histoire collective « par en bas », au ras des luttes, celle des acteurs oubliés de l'UP, pour analyser les formes d'auto-organisation du mouvement ouvrier et social, ce qu'on a appelé le « pouvoir populaire », et en particulier pour (re)découvrir les cordons industriels qui regroupaient alors, de manière horizontale et territoriale, syndicats et usines les plus combatifs.

Pour aller au-delà de la simple vision historique, que peut-on retirer de cette expérience pour les luttes actuelles ?

Justement, ces deux livres se veulent ancrés résolument dans le réel et les réflexions stratégiques sur les transitions post-capitalistes. L'expérience de l'UP a encore à nous apprendre aujourd'hui. On a souvent parlé des « leçons » chiliennes : il y a de fait des bilans critiques à tirer, tout en contribuant à sauver de l'oubli la mémoire de toutes celles et ceux qui ont lutté et ont très souvent souffert de la répression par la suite. Ce retour critique nous apporte une riche réflexion sur comment penser les articulations entre luttes de classes et champ politique ; et nous amène à réfléchir sur les rôles possibles d'un gouvernement populaire dans une conjoncture pré-révolutionnaire. Car c'est aussi la question de l'État qui est posée au travers de ces mille jours. Salvador Allende et la coalition de gauche gouvernementale (PC/PS essentiellement) faisaient le pari d'une voix « légale », « institutionnelle » au socialisme,

qui respecterait la Constitution de 1925 et utiliserait l'État à son profit. Ils envisageaient les forces armées comme respectueuses du suffrage universel. Ce mythe s'est effondré dramatiquement le 11 septembre 1973, en même temps que celui de la révolution « par étape ». L'État a été en fine le garant des intérêts de l'oligarchie et s'est retourné contre le mouvement ouvrier, contre la gauche au travers des forces armées, du Parlement (où Allende est resté minoritaire), de l'appareil judiciaire... et aussi grâce à l'intervention de la CIA. C'est donc la question de la rupture révolutionnaire qui est à nouveau posée, même si bien entendu la problématique est plus complexe : comment développer et coordonner les formes de pouvoir populaire et de pouvoir dual, comment réussir à défendre le processus face à la violence militaire et paramilitaire, comment construire des formes de « démocratie radicale » dans un tel contexte ? Etc.

Quelles autres questions entrent en jeu ?

Ce qui m'a particulièrement intéressé, c'est la richesse, la complexité de cette dialectique entre temps institutionnel et temps des luttes sociales. Daniel Bensaïd parlait des temps « discordants ». J'ai centré la recherche sur les formes multiples — et souvent méconues — d'auto-organisation, celles des cordons industriels, des commandos communaux du ravitaillement populaire, qui sont animés souvent par des militantEs de l'aile gauche de l'UP, mais aussi de la gauche révolutionnaire, dont le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Il y a eu de fortes contradictions entre ce qui surgit de la base, notamment au sein des cordons industriels, et la volonté des partis, d'Allende, de la centrale syndicale (CUT) de canaliser ce mouvement au sein de son projet de réformes. Avec un rôle très net du puissant Parti communiste, qui a tout fait pour freiner ces mobilisations qu'il considérait comme « gauchistes » ou « divisionnistes ». Donc, ça pose aussi la question du rôle et des pratiques de la gauche réformatrice et/ou révolutionnaire, de leur capacité à favoriser l'émancipation et l'autogestion, ou pas.

On voit qu'une bonne partie de la structure institutionnelle imposée par Pinochet se maintient toujours. Comment vois-tu la situation par rapport à toutes ces mobilisations dont on entend parler dernièrement ?

On voit que 40 ans après, la période qui s'était ouverte le 11 septembre 1973 continue à marquer le régime politique et social actuel. Les 17 ans de dictature néolibérale ont débouché sur un régime parlementaire extrêmement limité et féroce néolibéral dans lequel la Constitution est maintenue, mais aussi l'héritage économique, politique qui a transformé le pays en un laboratoire du capitalisme. La grande richesse des dernières années, c'est qu'a surgi une nouvelle génération mobilisée qui n'a pas vécu la dictature et qui critique frontalement cet héritage. Au travers du modèle de l'éducation marchandise remis en cause par le mouvement, c'est l'ensemble du modèle qui est au centre des luttes, aux côtés des mobilisations écologistes, salariales ou du peuple mapuche. Les jeunes réclament désormais une nouvelle Constitution, la renationalisation du cuivre et du système de retraites, la fin de la répression, etc. Finalement, ces mobilisations remettent aussi en cause la gauche sociale-libérale qui a géré pendant 20 ans l'héritage de Pinochet² et qui a une responsabilité immense dans ce qu'est le Chili actuel.

Propos recueillis par Sébastien Brulez (revue la Gauche, publication de la LCR belge)

1. *¡Venceremos! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili*, Éditions Syllepse, Paris, 2013, 10 euros. Et *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses universitaires de Rennes, 2013, 20 euros.

2. Coalition nommée « la Concertation », dans laquelle on retrouve notamment le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne.



Le peuple du Chili a conquis le pouvoir politique sans se servir des armes. Il avance sur le chemin de la libération sociale sans avoir dû combattre un régime despotique ou une dictature, en luttant simplement contre les limitations d'une démocratie libérale. Notre peuple souhaite, à bon droit, parcourir l'étape de la transition vers le socialisme sans se servir d'un système de gouvernement autoritaire (...) Aujourd'hui, le Chili est le premier pays du monde appelé à construire le second modèle de transition vers la société socialiste»

Salvador Allende, discours au Parlement, mai 1971



SANS-PAPIERS

La longue marche pour l'égalité

Manuel Valls les voudrait invisibles. Mais les sans-papiers ont repris la route samedi 7 septembre pour une marche du Grand Paris qui va durer un mois. Elle se terminera à l'Élysée le 5 octobre.

Soutenus par plus de 200 sans-papiers et soutiens, la cinquantaine de marcheurs et marcheuses ont lancé cette marche en manifestant de Roissy jusqu'au centre de rétention de la honte au Mesnil-Amelot (77). Des centres de rétention aux préfectures en passant par les villes de tous les départements entourant la capitale (Melun, Corbeil, Evry, Massy, Versailles, Poissy, Cergy, Argenteuil, Saint-Denis, Bobigny, Montreuil, Créteil, Antony, Nanterre, Neuilly...), les marcheurs porteront leurs revendications: abrogation de la circulaire Valls, régularisation de tous les sans-papiers, et fermeture des centres de rétention.

Vers une manifestation nationale

Les sans-papiers questionneront aussi l'absence des « sans » et des précaires dans le projet de transformation urbaine baptisé « Grand Paris ». Alors que se profilent les élections municipales, ils rappelleront l'engagement non tenu par François Hollande d'accorder le droit de vote aux étrangers. À l'initiative de l'Union nationale des sans-papiers qui a commencé à reconstruire un mouvement uni des collectifs, cette marche est aussi un tremplin vers la manifestation nationale qui aura lieu en décembre pour l'anniversaire de la marche pour l'égalité de 1983. Les sans-papiers montreront ainsi que la longue marche pour l'égalité et la dignité ne s'arrête pas. Chaque étape doit être l'occasion pour les réseaux militants, associations antiracistes, collectifs de soutien aux Roms, comités pour le droit de vote des différentes villes de venir apporter leur soutien et de construire la mobilisation commune pour l'égalité des droits.

Denis Godard

RYTHMES SCOLAIRES

Désordre destructeur

Paris fait partie des villes qui se sont portées volontaires pour, dès cette rentrée, introduire trois heures de classe le mercredi matin, heures retirées les autres jours de la semaine. Les premiers jours d'école révèlent le potentiel destructeur de cette réforme.

Quelle surprise pour les élèves de terminer, du lundi au vendredi, successivement à 16h30, 15h, 11h30, 16h30 puis 15h avec des adultes différents, et cela sans récréation les mardi et vendredi car la mairie de Paris ne respecte pas le taux d'encadrement légal et veut éviter les accidents dans la cour...

En maternelle, après avoir découvert leur enseignantE, avoir beaucoup pleuré, les élèves ont eu la surprise de le/la voir remplacéE par des agents de la ville. Ceux qui au contraire quittaient l'école à 15h le mardi et le vendredi ont un nouveau versé des larmes lorsque, ce lundi 9, au réveil de la sieste, ils ont su que ce n'était pas encore « l'heure des parents », c'est-à-dire la fin de l'école...

Certaines activités prévues après 15h ont déjà dû être annulées faute d'intervenants. Dans certaines écoles des quartiers populaires, les mêmes associations organisent gratuitement à 15h, des activités qu'elles proposent payantes à 16h30... C'est le désordre le plus complet, pour une réforme qui coûte à Paris 80 millions d'euros !

Profondément inégalitaire

Le ménage des classes n'y est plus assuré qu'à minima en raison de l'utilisation constante des salles, et les agents de la ville doivent effectuer tout le nettoyage le samedi matin de 7h à 13h: une tâche colossale... Et les

cours d'école ne sont plus nettoyés le matin.

La réforme parisienne est particulièrement ridicule, mais les millions engagés permettent au maire Delanoë de faire bonne figure par rapport à d'autres communes, particulièrement celles des zones rurales. Là, la pause du midi est allongée, les élèves stagnent trois heures dans la cour. Certaines activités sont gratuites (parfois une simple garderie sans activité culturelle) et d'autres payantes. La réforme montre ainsi sa dimension profondément inégalitaire, alors même que des millions d'euros ont été déployés en 2013-2014 pour faire passer la pilule. Celle-ci risque d'être particulièrement amère lorsque les financements ministériels disparaîtront.

Même dans les communes les plus riches, les conséquences sont désastreuses. En effet, à côté du slam, de l'éveil rythmique, des jeux sportifs, on trouve de la musique, des arts plastiques, de l'anglais, des sciences... Il s'agit de matières habituellement enseignées à l'école par des enseignants formés, avec un statut (congés, sécurité de l'emploi, temps de préparation...) et un salaire bien supérieur.

Casse du cadre national de l'éducation

La pression est dès maintenant très forte pour coordonner les enseignements effectués par les professeurs et le périscolaire. La

boîte de Pandora est ouverte: il n'y a plus de différence entre ce qui est enseigné par l'Éducation nationale et les temps éducatifs assurés par les communes (qui sous-traitent elles-mêmes à des associations privées...). La concurrence créée entre ces différents niveaux sert à introduire des méthodes de gestion privée dans le service public (concurrence entre les communes, entre les écoles, salaires réduits, CDD, vacances non rémunérés...).

Si le gouvernement souhaitait proposer des activités culturelles et sportives de qualité à tous les élèves, pourquoi ne pas avoir simplement sollicité des associations et des personnels formés avec un statut décent le mercredi matin ?

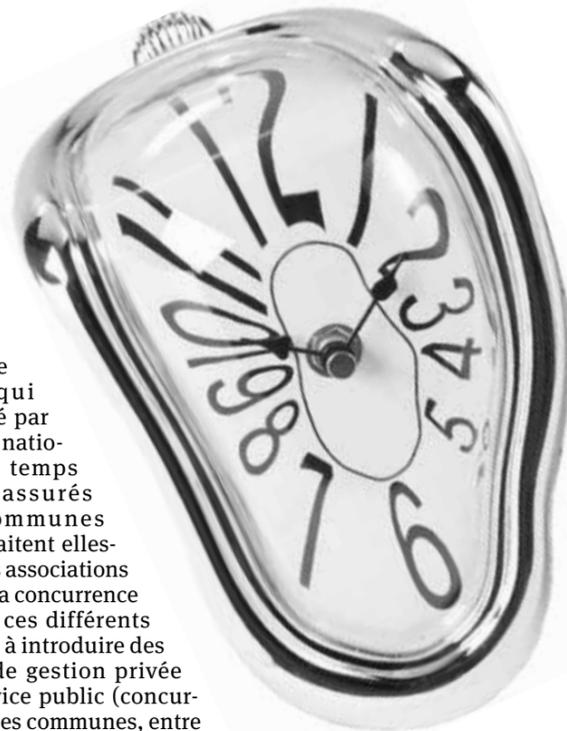
La réforme est un coin inséré dans le cadre national de l'éducation et dans le statut des enseignants. Une attaque qui fait suite aux importantes dégradations des conditions de travail des enseignants ces dernières années, à la casse de la formation initiale et du recrutement, à la réduction de la formation continue.

Les enseignants de Paris ne s'y

ont pas trompés, en se mobilisant par milliers l'an dernier (90% de grévistes, un personnel sur six réuni en réunion syndicale...). Il faut maintenant espérer que la mobilisation se construise dans les 80% de communes qui ont reporté leur passage aux nouveaux rythmes scolaires à la rentrée prochaine et que nous puissions construire une mobilisation nationale contre les réformes d'un ministre dont la « refondation » apparaît de plus en plus comme la continuité des gouvernements précédents.

Antoine Larrache

1. Collectif, *La nouvelle école capitaliste*, La Découverte, 2012, 13 euros



CLERMONT-FERRAND

L'État met des familles à la rue

L'Anef (Association nationale pour l'enfance et les familles), association chargée de gérer le 115, le numéro d'urgence à destination des personnes sans domicile et en grande difficulté sociale, s'est vue dans l'obligation de cesser le paiement de nuits d'hôtel qui permettaient d'assurer le logement d'urgences des sans-abris.

Son financement est normalement assuré dans le cadre d'une convention avec l'État, le conseil général du Puy-de-Dôme et la mairie de Clermont-Ferrand. Ce non-financement a eu des répercussions immédiates: dès le lundi 3 septembre, veille de rentrée scolaire, 352 personnes, dont environ 150 enfants se sont retrouvées à la rue. À 9h du matin, il a été décidé par le RESF 63 un rassemblement en plein centre ville de Clermont-Ferrand, puis dans la soirée, d'investir une église

pour y passer la première nuit. En plein milieu de la nuit, un début d'incendie d'origine criminelle a eu lieu, et les soupçons se portent tout naturellement vers les milieux d'extrême droite. Depuis, les sans-logis ont passé la nuit sous des tentes.

La résistance se met en place, cette lutte est soutenue par les associations, caritatives mais aussi la LDH, la Cimade, RESF, et le DAL, des syndicats comme la CGT, la FSU, Solidaires, l'UNEF, et des partis politiques tel le Front de gauche, AlterÉkolos, EELV,



RETRAITES Des manifs partout!

Mardi 10 septembre, beaucoup craignaient que les averses du matin ne refroidissent les ardeurs des manifestantEs de cette première mobilisation contre la réforme des retraites du gouvernement. Mais la première étape d'aujourd'hui doit permettre d'amplifier la mobilisation. Quelques échos.

Côté chiffres, c'est partout un premier pas encourageant. Toujours difficile de connaître les chiffres réels, entre le sous-comptage de la police et la surévaluation des organisations syndicales. Les chiffres suivants sont ceux de nos camarades : 3 500 à Rouen, 3 000-4 000 à Metz, 3 000 à Nîmes, 1 200 à Alès, 25 000-30 000 à Marseille, 5 000 à Grenoble, 1 500 à Chambéry, Brest ou Lorient, 100 000 à Paris, 1 000 à Valence et Douai, 1 600 à Angers, 2 500 à Saint-Nazaire, 8 000 à Nantes, 1 200 à Evreux, 10 000 à Bordeaux, 1 500 à Dijon... Au total, les 300 000 ne seront peut-être pas atteints mais on est dans un niveau honorable, compte tenu des difficultés politiques, sociales et de la date de l'initiative.

Des images...

Côté couleur, ce sont les cortèges CGT qui pratiquement partout ont donné le ton, avec toujours plus de la moitié des cortèges, voire des trois quarts des manifestantEs. FO apparaît faiblement même dans les secteurs où traditionnellement elle mobilise le plus (fonction publique). Les enseignants, peu nombreux en grève, n'étaient pas non plus très nombreux derrière les banderoles de la FSU. Solidaires avait des cortèges combattifs, avec des effectifs meilleurs que dans d'autres circonstances (contre l'ANI par exemple). Les cortèges jeunes étaient faibles en cette période de pré-rentree universitaire.

Si le gros des manifestations est fourni par les militantEs syndicaux, il y avait aussi quelques

cortèges de boîtes significatifs : Fralib, Moulins Maurel (Marseille), Renault Cléon (Rouen), SBFM, DCN (Lorient) mais peu nombreux et pas de branche ou de ville pouvant d'ores et déjà servir de point d'accrochage de l'amplification de la mobilisation. Peu de débrayages significatifs dans le privé et des AG faiblards dans le public (Education nationale, SNCF, La Poste). Une présence souvent significative des secteurs de la santé. Certains secteurs, comme l'automobile, sont plus centrés que la question des accords de compétitivité, avec des débrayages prévus par exemple à PSA. Enfin, les retraitéEs fournissent toujours une partie significative des effectifs mobilisables dans ce genre de manifestation.

... et des sons

Les cortèges étaient le plus souvent peu actifs. Les grosses sonos qui couvrent depuis des années (parfois avec un répertoire musical discutable) la reprise des slogans par les manifestantEs n'aident pas... Les mots d'ordre tournaient certes le plus souvent autour de la question des retraites mais aussi contre l'austérité, contre les accords de compétitivité, et plus globalement contre le gouvernement. Pendant les manifs, ou après, autour d'un pot, les discussions étaient nombreuses sur le thème des suites à donner. Quelques réunions étaient prévues localement mais le plus souvent c'est en fin de manifestation que les discussions s'organisaient. À Marseille, l'Union syndicale santé distribua un tract appelant à élargir dès maintenant la mobilisation. La question est débattue : quelles prochaines date et sous quelle forme ? La grève semble souvent encore difficile à atteindre, même si tout le monde sent bien, sait bien, que c'est le point de passage obligé pour espérer faire reculer le pouvoir.

Le plus souvent, il y avait la présence des organisations politiques, soit sous forme de points fixes (Paris) ou de regroupement dans les cortèges. Le Front de gauche était très présent, EELV et LO plus discrets. Le NPA était bien entendu présent dans de nombreuses villes avec drapeaux, tracts et vente importante de notre dernière brochure « retraites ».

Le soleil de fin d'après-midi a partout réchauffé les cœurs et les ambitions militantes. La suite est attendue, débattue, exigée, bientôt, plus forte.

Robert Pelletier

(grâce aux informations de notre réseau militant)

Paris le mardi 10 septembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB



SANTÉ

Un appel dans quel but ?

Initié par le professeur Grimaldi, un appel « pour un débat public sur la santé » vient d'être lancé. Le NPA ne peut en être partie prenante. Pourquoi ?

Outre de nombreux médecins, cet appel est signé par des personnalités de la gauche syndicale (FSU, Solidaires) et anti-libérale... mais aussi par un éventail très large de personnalités politiques, allant du député souverainiste Dupont-Aignan aux éluEs communistes, en passant par le député UMP Bernard Debré, les anciens ministres Hervé Gaymard (UMP) et Michel Rocard (PS), et le député vert Noël Mamère... On y trouve même le nom d'Édouard Coutu : inspirateur du « pacte pour l'hôpital » de l'actuel gouvernement. Cet appel a un mérite. Il rend plus visible dans le champ politique une question essentielle : la place prise dans les soins courants par les assurances complémentaires (assurances ou mutuelles), cela au détriment de la Sécurité sociale, et la transformation graduelle et dramatique que cela entraîne. Une part croissante de la population (salariéEs, chômeurEs, étudiantEs, retraitéEs...) ne peut plus accéder aux soins. Faut-il pour autant signer ce texte, c'est-à-dire nous engager, avec ses signataires, sur les objectifs qu'il s'assigne ? Nous ne le pensons pas.

Cohérence ou confusion ?

Il n'y a en effet aucune cohérence entre l'ampleur du mal dénoncé dans le texte et la proposition faite pour « arrêter cette dérive » : l'ouverture d'un « large débat citoyen, suivi d'un vote solennel de la représentation nationale ». La montagne accouche d'une souris ! Il n'est en effet pas question d'imposer un changement (même limité) de la politique santé, mais seulement un débat et un vote de « la représentation nationale ». L'issue de ce vote dans les conditions actuelles ne faisant, par ailleurs, aucun doute... Quant aux modalités du débat proposé, elles ne sont nullement précisées.

Le décalage entre l'enjeu politique, et l'objectif proposé, explique que, à peu de frais, un certain nombre des signataires puissent être aussi les initiateurs et les principaux responsables de la dérive dénoncée dans l'appel, tel Michel Rocard. Signer en leur compagnie cette demande de débat revient à demander d'éteindre l'incendie en compagnie des incendiaires, incendiaires qui n'ont pas renoncé à leurs projets. Cela ne peut que semer la confusion.

J.C. Delavigne

LO, CGA et le NPA bien sûr. Tous sont d'accord pour revendiquer l'égalité des droits pour toutes les personnes présentes en France, par la réquisition des logements vides, pour obtenir des appartements et non des chambres d'hôtel qui enrichissent les marchands de sommeil, la régularisation de tous les sans-papiers.

Un toit c'est toujours un droit!

Malgré les tentatives de division dans les soutiens de mouvement orchestrées par la préfecture, la mobilisation continue et se renforce de jour en jour. Les seules solutions proposées par la préfecture sont la mise à disposition de gymnase...

Une procédure en référé pour la sauvegarde d'une liberté fondamentale, à savoir un logement décent, a été lancée pour 24 familles. Le tribunal administratif a statué, et a ordonné à la préfecture de reloger 18 de ces familles dans les 72 heures.

Bafouant totalement le droit, l'État a proposé de reloger ces familles dans 2 pièces de 12 m² dont une aurait accueilli 11 enfants de 2 familles différentes... Après quatre manifestations réussies, le campement s'organise malgré le mauvais temps. La détermination des sans-logis et sans-papiers reste intacte, même si pour l'instant les autorités ne font rien pour faire bouger les choses et utilisent tous les moyens pour obliger les sans-logis à rejoindre le gymnase pour y dormir.

Cette lutte est exemplaire dans son organisation, avec des assemblées générales plusieurs fois par jour, sans-logis et soutiens, pour réfléchir aux actions qu'il est possible de mener afin de construire le rapport de forces nécessaire. C'est aussi le cadre pour organiser au mieux la vie du camp, qui s'est transformé en véritable village. La mobilisation continue.

Sandrine Clavières

ASTEK (06) La répression continue

Le 21 mars dernier, pour la première fois, les salariéEs d'Astek Sud-Est à Sophia-Antipolis (06) ont manifesté massivement devant leur agence. Les sujets de mécontentement sont nombreux dans cette société de service, second employeur du technopôle. En particulier, les salariéEs exigent le respect de leurs droits, l'instauration d'une réelle gestion des carrières et une meilleure répartition des bénéfices.

Sept mois plus tard, la direction n'a toujours pas bougé. Ou plutôt si, le directeur général, Franco Platano, a décidé de saper le mouvement social en ciblant deux représentants du personnel. Il les a convoqués tous deux à un entretien préalable à licenciement. Confiants dans leurs droits, ceux-ci ont par ailleurs obtenu d'importants soutiens d'élus municipaux, départementaux et régionaux. Et la presse a de son côté largement couvert tous ces événements.

« Platano escroc! »

Si la direction a finalement laissé tomber toute sanction, et tenté de sauver la face en leur envoyant à chacun un rappel à l'ordre, elle a aussi décidé de poursuivre son attaque en justice ! Le motif pour un licenciement ou pour une citation directe en correctionnelle ? Le 21 mars, les manifestantEs ont scandé « Platano escroc! » devant la société, en présence des télévisions et radios. Pour Franco Platano, la pilule ne passe pas. Il a donc décidé que deux représentants du

personnel seraient responsables et demande leur condamnation à 12 000 euros d'amende, et autant en dommage et intérêts en réparation d'un préjudice moral dont il s'estime victime...

La première audience a eu lieu le mardi 3 septembre dernier. La plaidoirie, ce sera pour le 29 novembre ! En attendant, Franco Platano n'a pas jugé utile de recevoir les représentants du personnel suite aux grèves et manifestations des salariéEs. Un comportement ni irrespectueux ni injurieux

envers les 700 personnes qu'il est censé gérer... Même chose pour l'actionnaire Jean-Luc Bernard, qui a préféré quitter la présidence de la société début août, probablement pour mieux profiter de sa résidence à St-Barth ! Gageons qu'il acceptera tout de même ses dividendes en fin d'exercice.

Marre de cette répartition qui donne aux unEs le bâton, et à l'autre les millions ! Les salariéEs se concertent déjà sur les suites à donner à leur mouvement.

Correspondant



Les comités en action!

Montpellier (34) : avec les Sanofi pour la convergence des luttes
Nécessaire, difficile et passionnant chemin vers la convergence des luttes... Le NPA 34 est investi dans le comité d'action et de soutien aux Sanofi de Montpellier auquel participent bien sûr des salariéEs de Sanofi mais aussi le PCF, le PG, la GA, la CGT Cirad, et le collectif des précaires de la recherche. Les Fralib avaient initié une première démarche réussie de « convergence des luttes » fin juin. Les Sanofi ont repris le flambeau en organisant une nouvelle rencontre sur le site de l'usine de production de Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) le jeudi 5 septembre. Récit du voyage depuis Montpellier avec les Sanofi.

Première étape chez Fralib, l'Éléphant chaleureux. Quel accueil! Retrouvailles, embrassades, apéro... interrompu pour aller visiter l'atelier d'où est sortie le matin même une production militante de 5000 boîtes d'infusion de tilleul. Il faut dire qu'il ne leur reste, pour vivre, que la solidarité qui, heureusement, ne se dément pas. Et cette usine, qu'ils occupent et qu'ils sont parfaitement capables de faire tourner, en est la preuve! Soirée chaleureuse, courte nuit puis départ pour Sisteron, là où les luttes convergent...
C'est sous la « protection » d'une vingtaine de gendarmes inquiets de cette invasion de terroristes que la journée démarre. À partir de 9h, les délégations arrivent: les Sanofi de Toulouse, Ambarès, Aramon... et un peu plus tard ceux de la région parisienne. Mais aussi Fralib, Kem One... Discussions, rencontres sous le soleil qui commence à chauffer sérieusement. autour des grillades et des salades, un verre à la main. On se raconte les luttes, les obstacles, les enthousiasmes, les espoirs, parfois les difficultés à impliquer les instances syndicales, le poids de l'ANI qui donne des armes nouvelles aux patrons. On évoque la nécessité de poursuivre ce genre de rencontres.
Jusqu'au moment où il faut tout remballer et reprendre la route vers Montpellier, fatiguéEs et raviEs. La richesse des échanges, les liens qui se tissent avec des individus sur lesquels on peut mettre un visage, le partage des expériences... Voilà qui donne envie de recommencer, ça vaut le coup!

FAITES VIVRE L'ANTI-CAPITALISME
CAMPAGNE FINANCIÈRE 2013

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

1 MILLION D'€ POUR LE NPA

www.npa2009.org/souscription

Le parti en campagne

FÊTE DE L'HUMANITÉ 2013

Le NPA bien présent!

Comme chaque année, la fête de l'Humanité, qui se tient du vendredi 13 au dimanche 15 septembre, représente un des rassemblements les plus populaires du pays. Depuis sa fondation, le NPA y tient chaque année un stand.

Outre les militantEs et sympathisantEs du PCF, se côtoient à la fête de l'Humanité tous les courants de la gauche sociale, politique et syndicale, et une masse de jeunes attirés par des concerts de choix. Mais cette fête est aussi l'occasion de juger de l'état du PCF, de ses militantEs, de ses débats et aussi de ses relations internationales.

Ainsi, depuis quelques années, si la force du PCF apparaît encore à travers ses appareils municipaux (plus de 8000 élus), la majorité des militantEs, souvent âgée, s'occupe essentiellement de la tenue des stands, une bonne partie du service d'ordre, étant désormais assurée par une boîte privée. En revanche, les débats pluralistes sont de plus en plus nombreux avec toutes les tendances du mouvement ouvrier... à l'exception du NPA seulement invité au pot unitaire du samedi!

de gauche que comme un cartel avec parfois des réunions sans pouvoir réel, des « assemblées citoyennes ». La direction du PCF ne voudrait pas rompre avec le PS pour être certaine d'assurer la réélection de ses éluEs et de ses municipalités, alors que Mélenchon, qui a lui peu d'élus municipaux, prépare les européennes et a besoin au premier tour des municipales d'apparaître à la gauche du PS et du PC... D'où sa proposition de listes « autonomes » du PS dans toutes les grandes villes. Un débat tactique car les deux partis sont d'accord pour se réclamer de la « révolution citoyenne », par les institutions, et rejoindront le PS au second tour. Mais pour beaucoup de communistes, le débat est plus profond.

PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO



Des hauts et débats...

Cette année, Pierre Laurent prononcera l'allocution centrale du dimanche, en compagnie de militantEs PCF des boîtes en lutte les plus significatives. Mais les débats qui traversent le parti touchent essentiellement à la nature du Front de gauche, aux rapports avec le PS notamment à la veille des élections et donc en conséquence aux rapports conflictuels avec le Parti de gauche. Comme on le sait, le PCF n'accepte le Front

Sur le plan international, le bilan des dernières fêtes de l'Humanité est, depuis la disparition de l'URSS et de ses satellites, beaucoup plus maigre, à l'exception des stands Cuba et Vietnam qui attirent toujours beaucoup de monde, plus pour leur restaurant que par nostalgie...

C'est dans ce cadre que le NPA sera présent animant sur son stand de nombreux débats sur les questions d'actualité, notamment sur la Syrie ou le combat contre la réforme des retraites. Plusieurs camarades du NPA dédicaceront leurs livres: Olivier Besancenot et Philippe Poutou, mais aussi Franck Gaudichaud et Michael Löwy. Enfin, outre un bar assurant aussi la restauration, notre stand aura comme chaque année son espace librairie animé par la Brèche et cette année un espace supplémentaire pour notre campagne financière.

Pour toutes ces raisons, vous serez donc nombreuses et nombreux à venir faire la fête ce week-end, car le public de la fête de l'Humanité, c'est aussi bien entendu notre public. À très bientôt donc!

Alain Krivine

Programme du stand NPA, Avenue Rosa Parks

Ouverture au public vendredi 13 à partir de 16h

Samedi 14

- 13h-14h00... Séance de dédicace avec Michaël Lowy
- 14h-15h30... Débat : « Antifascisme, antiracisme, quelles réponses à l'offensive réactionnaire ? »
- 15h-16h00... Séance de dédicace avec Philippe Poutou
- 16h-17h30... Séance de dédicace avec Olivier Besancenot
- 17h-18h30... Débat : « Quelle stratégie contre la réforme des retraites ? »
- 21h-22h00... Concert : Kash Leone + Jagas

Dimanche 15

- 12h-13h30... Séance de dédicace avec Franck Gaudichaud, pour la sortie de Venceremos
- 12h30-14h... Débat : « Syrie, pourquoi s'opposer à la guerre ? »
- 14h-16h00... Débat : « Quelle stratégie et quelles listes aux municipales contre la crise et le gouvernement ? »



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous!

RETRAITES

Arguments pour la mobilisation contre la réforme Hollande-Ayrault

[WWW.NPA2009.ORG](http://www.npa2009.org)

LE N°46 DE L'Anticapitaliste LA REVUE EST DISPONIBLE



Vous trouverez dans ce numéro :

- Un dossier sur École, capitalisme et lutte de classes,
- La nouvelle bataille des retraites,
- le Chili : retour sur les questions stratégiques de la révolution chilienne,

et bien d'autres sujets encore...

Vous pouvez vous le procurer

en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



JOLIE MÔME **Travailleurs du théâtre**

Entretien. À Aurillac 2013, l'un des plus grands festivals de théâtre de rue d'Europe, la compagnie Jolie Môme était présente. Ni dans le In ni dans le Off. Simplement dans la rue, chantant des chansons révolutionnaires et anticapitalistes devant une foule toujours plus nombreuse. Alors que les débats sur les renégociations Unedic s'annoncent houleux, nous nous sommes entretenus avec Michel, directeur de la compagnie, Clément et Marie, sur les enjeux des prochaines luttes.

Vous éditez un petit bulletin, le Môme, où dans le dernier numéro vous parlez notamment de la social-démocratie, du PS et de sa soumission au capital. PS et UMP, même combat ?

Oui, l'année dernière pour Aurillac 2012, on a fait un édito dans le Môme, « À quelle soc' allons-nous être mangés ? » On attendait de voir ce qui allait se passer après l'élection mais sans illusion. Cette année, on vient de faire une semaine de travail sur la guerre de 14-18 et la trahison de la social-démocratie en 1914. On sait ce qu'est la social-démocratie, on sait à quoi elle aboutit : la trahison toujours, la guerre souvent.

Concernant les réformes Unedic de la rentrée, est-ce que les artistes sont en danger ?

On est en danger tout le temps. Dès qu'ils peuvent s'en prendre à nous, ils n'hésitent pas, comme pour les chômeurs en fait. On a déjà eu une lutte en 92 contre le PS mais c'est dur de se battre contre lui. Le gouvernement va dire qu'il est avec nous jusqu'au dernier moment mais

que ce n'est pas de leur faute, car ce sont les négociations paritaires, mais que vraiment la démocratie, c'est le paritarisme... ce qui n'est évidemment pas vrai !

Quand la CFDT et le patronat décident tous les deux de réduire nos droits, ce n'est pas démocratique. La CGT spectacle est ultra majoritaire dans notre métier (autour de 80% des syndiqués), et ses revendications ne sont jamais prises en compte...

En tant que compagnie et plus largement en tant qu'artiste intermittent, que faut-il faire ?

En tant que Jolie Môme, nous ne décidons de rien, sauf de notre participation aux mobilisations impulsées par le syndicat ou la coordination (Coordination des intermittents et précaires - NDLR). Plusieurs membres de Jolie Môme sont syndiqués, par nécessité de s'organiser, pour l'ouverture interprofessionnelle, pour pouvoir s'adresser à tous les syndiqués, ce qui est beaucoup plus difficile si on ne l'est pas soi-même. Une fois dans le mouvement, ce qui



Cette année à Aurillac. LM

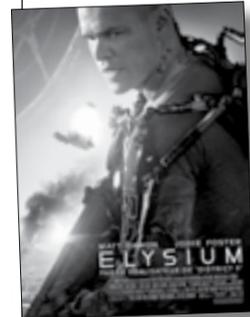
est important, ce sont les comités de lutte, comités d'occupation. Mais en ce moment, la coordination, les syndicats, et surtout le comité de suivi organisent notre réponse aux menaces et même travaillent à améliorer notre indemnisation au lieu de l'habituelle position défensive. La prochaine réforme de l'Unedic risque de ne pas toucher que les intermittents mais tous les chômeurs. Il faudra donc qu'on les soutienne dès le début, avant même que soit attaquée l'annexe 8 (celle des techniciens, plus immédiatement en danger que celle des artistes). C'est toute l'importance de la solidarité interprofessionnelle et de la convergence des luttes. Même dans les autres domaines, pourquoi l'ouvrier de PSA ne soutient pas les intermittents ? C'est parce

que lui, quand il se fait virer, les autres ne sont pas là. C'est pour ça peut-être qu'on ne se définit pas en tant qu'artiste mais en tant que travailleur avant tout, ce qui nous permet d'arriver à soutenir tous les travailleurs. C'est là où aussi tu vois le problème des bureaucraties syndicales où les grosses confédérations éparpillent les manifs en fonction du corps de métier. Il faut une seule grosse manif avec tout le monde. En tout cas, notre système pour les artistes est le meilleur au monde. Ça permet aux travailleurs du spectacle d'autres pays de regarder ce qu'on a pour s'en inspirer... Raison de plus pour qu'on le défende, comme pour les retraites, la santé, etc. qui ne sont pas encore complètement détruits. **Propos recueillis par Laszlo Merville Interview complète sur npa45.org**

Cinéma

Elysium DE NEILL BLOMKAMP

Avec Matt Damon et Jodie Foster
Sorti le mercredi 14 août



En 2154, les riches ont fui la Terre dévastée, devenue la poubelle de l'humanité. Ils ont créé dans l'espace la cité idéale d'Elysium où règnent santé, paix et volupté... et aussi une dic-

tature autoritaire arbitrée par l'implacable responsable de la sécurité Delacourt (Jodie Foster) qui repousse toute incursion terrienne. Max, un rebut comme tant d'autres, va se dresser contre l'ordre établi suite à son irradiation dans l'usine qui l'emploie. Cinq jours avant de mourir, cinq jours pour rejoindre Elysium. Matt Damon (à fleur de peau) n'a pas le choix, il pactise avec un gang et bataille ferme à grand renfort d'exosquelettes dans les rues d'un Los Angeles devenu favela. En s'emparant du code d'Elysium détenu par le patron des esclaves terrestres (au passage, le sosie du patron de Lehman Brothers), Max va s'introduire sur Elysium et mener une révolution qui permettra de sauver la vie de la fille de son amour de jeunesse et l'avenir de la planète bleue. Pamphlet d'anticipation au message politique contestataire où la lutte des classes n'a pas disparu, le film fait l'effet d'un électrochoc. À voir par tous ceux qui pensent qu'un autre monde est possible. **Sylvain Chardon**

Grand Central DE REBECCA ZLOTOWSKI

Avec Tahar Rahim et Léa Seydoux
Sorti le mercredi 28 août



Gary (Tahar Rahim) a été engagé dans une centrale nucléaire pour des travaux de maintenance et d'entretien. Habitué aux petits boulots et à la précarité, Gary n'a jamais fait ce type de tra-

vail, mais la perspective d'un salaire l'entraîne, avec ses collègues qui ont souvent le même profil que lui, à accepter de cohabiter chaque jour avec un danger qu'ils comprennent mal. Ils sont sans qualification, formés « sur le tas » pour accomplir chaque jour des missions à hauts risques dans un contexte où la hantise de la « dose » est omniprésente. Les ouvriers logent dans des caravanes à proximité de la centrale. Là, Gary côtoie de plus anciens que lui dans le métier : son chef de quart, à la fois lucide et cynique, et Toni avec la femme duquel (Karole, interprétée par Léa Seydoux) il va nouer une relation amoureuse. Certains jugeront que cet aspect devient progressivement, surtout dans les dernières images, le point faible du film. Mais au total, *Grand central* est vraiment à voir. Il s'appuie sur une solide documentation et représente excellentement la situation des précaires du nucléaire, non seulement dans leur travail, mais aussi dans leurs conditions de vie. Dans ces caravanes, qui vont de site en site, au gré des opérations menées par EDF, et trouvent place dans des campings peu éloignés des cheminées de la centrale, mais aussi proches d'une nature magnifique où retentit parfois la sirène qui annonce un incident. Alors, on compte le nombre de sonneries pour savoir si c'est grave ou pas... **Henri Wilno**

Roman

L'Arche de Noé de Khaled Al Khamissi

Traduit de l'arabe par S. Fahmi, assistée de S. Siligaris. Éditions Actes Sud, 2012, 370 pages, 22,80 euros.

« S'il y avait des animaux sauvages en Égypte [...] ils auraient déjà pris la fuite, car la catastrophe est imminente. » Cette réflexion que se fait le jeune Azzedine en entendant dire que pas un seul animal n'avait succombé au gigantesque tsunami qui avait submergé les côtes du Sri Lanka, donne d'emblée le ton du récit.

Khaled Al Khamissi décrit cet état de catastrophe imminente de l'Égypte avant la chute de Moubarak — à travers douze personnages. Le récit progresse en passant de l'un à l'autre — d'un jeune diplômé au chômage candidat à l'émigration,

à sa petite amie avec laquelle il rompt et qui se retrouve mariée de force à un restaurateur installé à New York, puis à l'homme à tout faire de ce dernier et ainsi de

suite. À la manière d'un long travelling ininterrompu, centré sur chacun, tout en nous laissant voir en toile de fond une société rongée par l'inquiétude et la corruption, où riches et pauvres cherchent le salut dans la fuite à l'étranger. Mais les voies de l'exil sont tortueuses, coûteuses et extrêmement dangereuses pour les plus pauvres. Nombreux sont ceux qui disparaissent à jamais en pleine mer, sur une route de montagne ou en pleine jungle.

Malgré les mises en garde et la violence des trafics en tout genre, qu'il s'agisse de clandestins, de prostitution ou encore d'organes, l'espoir d'échapper à la pauvreté, à la dictature et aux conflits interconfessionnels pousse toujours plus de candidats à tenter leur chance sur l'Arche de Noé — métaphore de la catastrophe divine à venir comme des coques de noix qui se lancent à l'assaut de la Méditerranée.

Ce roman permet de saisir le chaudron social égyptien en ébullition avant la chute de Moubarak, mais aussi tous les défis qui se dressent devant le formidable mouvement qui a balayé le pays. Un mouvement qui, s'il se révèle une catastrophe pour les dominants, est en train d'ouvrir de nouveaux horizons pour le peuple égyptien. **Henri Clément**

Polar

L'Agneau, de Christopher Moore

Gallimard, Folio policier, 2007, 710 pages, 10,50 euros

Le Fils (Jésus Christ) veut, pour les deux mille ans de sa naissance, offrir au monde d'en bas toute la vérité sur son histoire. Il donne à l'Ange Gabriel une mission : retrouver son meilleur pote Lévi, plus connu sous le nom de Biff, pour qu'il écrive le cinquième évangile.

Biff est donc ressuscité deux mille plus tard et, sous l'œil peu intelligent de son chapeiron Gabriel, raconte son amitié avec Jésus : de leur rencontre à l'âge de 6 ans, quand Jésus s'entraînait à ressusciter les lézards écrasés, jusqu'à la crucifixion de celui-ci.

Christopher Moore prend comme point de départ pour son roman, le manque d'informations sur la vie de Jésus. Seuls les quatre maigres évangiles mentionnent son existence et encore de manière confuse. Il n'y a rien entre sa naissance et ses trente ans. L'auteur s'engouffre donc dans cet espace laissé vacant pour nous raconter les aventures du Christ. Un livre jubilatoire parce que déjanté, irrévérencieux, politiquement incorrect, anachronique, hilarant mais aussi bien documenté sur l'époque. **Béa Walylo**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

